

*Communiqué de presse  
Pour diffusion immédiate*



*Débat sur la fiscalité québécoise*

## **Une vaste coalition de groupes sociaux identifie 10 milliards\$ de solutions fiscales et promet d’être dans la rue**

**Montréal, le 16 septembre 2014** – Alors que l’Assemblée nationale reprend ses travaux sur fond d’austérité budgétaire, la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics urge le gouvernement de réformer la fiscalité dans une optique de justice sociale plutôt qu’en détériorant encore les conditions de vie de la majorité de la population.

La Coalition profite du débat en cours sur la fiscalité pour lancer une mise à jour de son argumentaire sur les finances publiques, ainsi qu’une tournée de formation présentant les 18 solutions fiscales mises de l’avant. Les groupes sociaux ont identifié 10 milliards \$ qui, annuellement, permettraient de renflouer les coffres de l’État sans tarifier et taxer les services publics, et sans couper dans les programmes sociaux. La démonstration est claire : nous avons les moyens de faire autrement.

### **Un débat sur les programmes et la fiscalité mal parti**

La Coalition s’inquiète de l’impact des coupures et des compressions qui font quotidiennement les manchettes. Elle craint que les commissions ne servent qu’à confirmer les orientations gouvernementales et à justifier la mise en œuvre de mesures d’austérité budgétaire. D’ailleurs, selon elle, la composition même de ces commissions et les études déjà commandées à des firmes comme CIRANO et KPMG dénotent la volonté d’accélérer la mise en œuvre de politiques néolibérales au Québec.

Pour les groupes sociaux, il est clair que le gouvernement Couillard n’a pas l’intention de tenir un vrai dialogue social. « Le président du Conseil du trésor parle déjà de consensus sur les objectifs, avant même les consultations publiques sur la fiscalité » souligne Kim De Baene, co-porte-parole de la Coalition.

Les groupes sociaux dénoncent particulièrement la tournure du débat sur la révision des programmes. « Que ce soit dans les consultations en ligne, lors de rencontres ministérielles ou à l’occasion des interventions publiques et de toutes les démarches du gouvernement Couillard, on martèle qu’il faut couper et on demande où le faire », souligne Élisabeth Gibeau, également co-porte-parole de la Coalition. « Nous pensons qu’il faut plutôt se demander si nous voulons nous donner les moyens de respecter les droits au Québec. À notre avis, il est clair que le Québec en a les moyens. C’est également ce qui ressort de notre argumentaire sur les finances publiques », conclue-t-elle.

Afin d’informer la population et de faire contrepoids au discours fataliste tenu par le gouvernement, les membres de la Coalition tiendront des formations sur la fiscalité dans différentes régions du Québec au cours de l’automne.

La Coalition promet également de se faire entendre dans la rue. Elle se mobilisera à l’extérieur des audiences publiques de la Commission sur la fiscalité dans différentes régions pour réitérer son message. Elle tiendra par ailleurs une grande manifestation à Montréal le jour de l’Halloween, sous le thème « L’austérité, une histoire d’horreur ».

**Pour renseignements ou pour des demandes d'entrevues :**

Kim De Baene, 514 222-4912

Véronique Laflamme, 418 956-3403

Le document « Nous avons les moyens de faire autrement » est disponible en ligne sur le site de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics : [www.nonauxhausses.org](http://www.nonauxhausses.org)

[www.facebook.com/nonauxhausses](http://www.facebook.com/nonauxhausses)

@Nonauxhausses

#10milliards

**À propos**

*La Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics regroupe 85 organisations sociales d'horizons divers. Ces groupes représentent des secteurs allant des centres de femmes aux personnes retraitées, en passant par des organismes œuvrant en consultation budgétaire et en consommation, des groupes de défense des droits et libertés, des organisations syndicales, des associations étudiantes, des groupes de lutte à la pauvreté, des organisations communautaires, etc.*